

# L'intégralité du message à la Nation du chef de l'État

Mes chers compatriotes,

Demain, 4 avril 2016, nous célébrons le 56e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale. Je suis heureux de vous adresser, à toutes et à tous, mes chaleureuses félicitations.

La célébration de la fête nationale nous rappelle que des hommes et des femmes, célèbres ou anonymes, ont payé jusqu'au sacrifice suprême le refus de l'asservissement de notre peuple. En votre nom et au mien propre, je rends hommage à nos résistants.

Je salue avec respect et affection nos anciens combattants.

Chers anciens combattants, pour votre contribution décisive à la défense du monde libre, le souvenir de vos sacrifices restera toujours gravé dans notre mémoire collective.

La fête de l'indépendance met aussi à l'honneur nos Forces de défense et de sécurité.

A vous, officiers, sous-officiers et militaires du rang, je réitère ma confiance et la fierté de la Nation.

Dans l'accomplissement de vos missions nationales et internationales, je sais combien vous tient à cœur le sens de l'honneur, du professionnalisme et du dévouement en toute circonstance.

Le thème de la fête de l'indépendance cette année, porte sur Les forces de défense et de sécurité face aux défis sécuritaires.

Ces défis nous interpellent tous, dans un contexte mondial et sous régional marqué par la multiplication des menaces.

Nous vivons, en effet, une situation inédite, qui appelle de chacun de nous un comportement citoyen et une vigilance plus accrue.

Ces défis engagent, bien sûr, l'Etat, dont l'obligation première est d'assurer notre sécurité collective.

Voilà pourquoi j'ai entrepris de renforcer les moyens humains et matériels de nos Forces de défense et de sécurité afin que leurs capacités opérationnelles soient à la hauteur des défis nouveaux.

Je tiens, également, à l'amélioration constante de la condition militaire, facteur important du moral des personnels.

C'est le sens de la construction des nouvelles infrastructures des Armées, de la revalorisation du traitement des personnels militaires et de l'allocation d'une prime forfaitaire aux blessés et aux ayant cause de militaires décédés. Cette dynamique sera poursuivie avec la mise en œuvre du projet Armées Horizon 2025.

La fête de l'indépendance est aussi celle de la vaillante jeunesse sénégalaise, des villes et de la campagne.

Parce que la jeunesse porte nos espoirs de lendemains meilleurs, l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes restent au cœur de mes préoccupations.

C'est la priorité que j'ai assignée au gouvernement dans le nouveau projet de formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité, que nous avons lancé en février dernier à hauteur de 37,5 milliards de francs CFA, avec le soutien de nos partenaires et en collaboration avec le secteur privé national.

Cette initiative novatrice soutiendra à la fois l'amélioration de la formation technique et professionnelle, l'employabilité des apprenants et la compétitivité des entreprises.

Nous préparons ainsi plus de 10 000 jeunes pour un emploi immédiat dans vingt corps de métiers cible.

L'insertion professionnelle des jeunes sera aussi soutenue par des centres spécialisés dans le machinisme agricole à Diama, la mécanique poids lourds et la maîtrise énergétique à Diamniadio.

En plus de la redynamisation de l'Ecole de formation en agriculture de Bignona, deux nouveaux centres de formation professionnelle seront construits à Guédiawaye et à Thiès.

Je me réjouis particulièrement du succès du programme des Domaines agricoles communautaires et des fermes Naatangué, que nous avons financé à hauteur de 33,3 milliards FFCA. A ce jour, ce programme a généré près de 29.000 emplois sur un objectif de 60.000 d'ici 2018.

A la faveur des travaux routiers en cours et des programmes de modernisation des transports, plus de 14 000 emplois directs ont été créés. Cette dynamique sera renforcée dans le cadre du programme autoroutier et de rénovation du chemin de fer.

En outre, la relance de la production des Industries Chimiques du Sénégal, grâce à un investissement de plus de 112 milliards de FCFA, a permis de sauver 1570 emplois. Il en est de même de la Nouvelle Société Textile Sénégalaise de Thiès dont la reprise des activités a permis de consolider 435 emplois.

D'autres efforts relèvent de l'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes avec le financement de 274 projets de jeunes et l'examen en cours de 266 dossiers.

Grâce au soutien du FONSI, des projets dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'hôtellerie et de l'agriculture ont permis de générer plus de 2000 emplois.

Enfin, je me réjouis de la conclusion, en mars dernier, de l'Avenant à la Convention générale de sécurité sociale entre la France et le Sénégal, qui consacre la prise en charge de nouveaux droits pour les travailleurs sénégalais en France et leurs familles.

Mes chers compatriotes,

Avec nos importantes découvertes de pétrole et de gaz, l'accélération du processus de développement de notre pays s'inscrit dans de nouvelles et heureuses perspectives.

L'Etat a pris toutes les dispositions pour que ces ressources soient exploitées dans la plus grande transparence et dans l'intérêt bien compris des générations actuelles et futures.

Au demeurant, les performances notables de notre économie se confirment, avec un taux de croissance du Produit intérieur brut établi à 6,5%. C'est la première fois en douze ans que nous atteignons un tel niveau de croissance qui nous rapproche de l'objectif moyen de 7% fixé dans le Plan Sénégal Emergent.

Cette tendance sera confortée avec les projets et programmes en cours du PSE ainsi qu'avec le lancement d'autres projets arrivés à maturation, y compris ceux du PUDC.

Avec la consolidation des fondamentaux de notre économie, l'amélioration continue de nos recettes budgétaires et la rationalisation de nos dépenses courantes, nous sommes en mesure de mobiliser encore plus de ressources internes pour financer nos efforts de développement.

Ainsi, la mise en solde des professeurs contractuels et maîtres contractuels, initialement prévue pour un effectif de 5000 enseignants dans la loi de finances 2016, sera portée à 10 000.

Et toutes les dépenses additionnelles consécutives à cette augmentation des mises en solde seront prises en charge dans la prochaine loi de finances rectificative.

Il sera aussi procédé à l'apurement des rappels d'intégration et d'avancement en instance du personnel enseignant pour un montant de 24,2 milliards de FCFA.

S'agissant de l'enseignement supérieur, les budgets des universités ont été augmentés de 20 milliards de FCFA au titre du budget national 2016, dont 7,5 milliards affectés aux œuvres sociales des étudiants.

L'incidence financière de la réforme des titres universitaires, qui s'élève à 3,3 milliards de FCFA, est entièrement prise en charge dans le budget 2016.

Au total, sur 302 milliards de FCFA alloués à l'Enseignement supérieur d'ici 2017, plus de 72 milliards sont affectés à la mise en œuvre d'accords convenus avec les syndicats, dont la plus part remontent à plus de dix ans.

Sur l'investissement dans l'éducation et la formation, je veux que chacun comprenne que le gouvernement n'a de limites que ses possibilités budgétaires ; car j'ai la pleine conscience qu'il y va de l'avenir même de nos enfants et de la Nation.

Jeunes et moins jeunes, nous savons tous ce que nous devons à l'école publique. Nous savons tous que l'école publique est le meilleur gage de l'égal accès de tous les enfants à l'éducation, sans considération de leurs origines sociales.

Quand l'école publique est soumise en permanence à des perturbations, c'est le sort de nos enfants et le destin de la Nation qui s'en trouvent sérieusement hypothéqués.

Par conséquent, j'appelle instamment tous les partenaires sociaux à prendre conscience des efforts déjà consentis et à travailler avec le gouvernement pour un système scolaire et universitaire performant, stable et apaisé.

Mes chers compatriotes,

Le 20 mars dernier, nous avons adopté par référendum la réforme constitutionnelle que je vous avais proposée afin de consolider l'Etat de droit, approfondir nos acquis démocratiques, moderniser notre système politique et renforcer les droits des citoyens sur leurs ressources naturelles et leur patrimoine foncier.

Si j'ai soumis la réforme par voie référendaire, privilège des sociétés démocratiques, c'est parce que le référendum est l'expression la plus achevée du libre choix des citoyens. C'est la parole du peuple faite loi.

L'adoption de cette réforme historique marque une adhésion sans appel à la volonté de modernisation de nos institutions.

En disant oui à la réforme, le peuple souverain a décidé de renforcer l'équilibre des pouvoirs et d'élargir les compétences du juge constitutionnel.

En disant oui à la réforme, le peuple souverain a décidé de rationaliser le système des partis politiques.

En disant oui à la réforme, le peuple souverain a décidé d'élargir la représentation parlementaire à sa diaspora.

En disant Oui à la réforme, le peuple souverain a décidé de protéger sa Constitution et de rendre irréversibles la forme républicaine de l'Etat, le mode de scrutin majoritaire à deux tours, la durée et la limitation des mandats présidentiels.

Voilà, mes chers compatriotes, et vous l'avez si bien compris, quels étaient les enjeux du référendum. Je salue, à nouveau, la grande maturité politique dont notre peuple a encore une fois fait preuve.

En concertation avec toutes les parties prenantes, le gouvernement prendra les dispositions nécessaires à la mise en œuvre diligente de la réforme.

Dans le même esprit de réforme et de rénovation, je présiderai les 9 et 10 avril 2016 un Forum national de l'administration. Je souhaite que cet exercice d'échanges francs et critiques soit l'occasion de jeter les bases d'un renouveau du service public ; pour une administration plus moderne, plus performante dans son fonctionnement, plus efficace dans ses résultats et plus accueillante à l'endroit des usagers.

A présent, mes chers compatriotes, et c'est l'appel que je lance à toutes et à tous, remettons-nous au travail. C'est un impératif patriotique. Seul le travail nous fera avancer ; parce que le travail, c'est ce qui fait vivre nos foyers ; le travail, c'est ce qui fait vivre nos villes et nos campagnes ; le travail, c'est ce qui fait vivre la Nation, consolide notre liberté et conforte notre souveraineté nationale. Ainsi, serons-nous chaque jour davantage les bâtisseurs de notre propre destin, pour que vive notre chère patrie, dans la paix, l'unité et la prospérité !

Bonsoir et bonne fête de l'indépendance.